

Catalogne Les langues se défient

Dans les écoles de la province autonome, le catalan est devenu un élément central de l'identité régionale. Au point d'en négliger parfois l'enseignement du castillan. Des parents d'élèves doivent lutter pour que leurs enfants puissent étudier la langue nationale

BARCELONE · envoyée spéciale

C'est fou comme ces petits ne sourient pas. Ce sont deux enfants de 6 et 8 ans qui réclament leur goûter, sautillent nerveusement, veulent rentrer à la maison. Ils viennent de faire 30 km d'autocar pour revenir de l'école, explique leur mère qui préfère taire les prénoms – déjà assez d'ennuis comme ça. Elle s'appelle Ana Moreno, elle a 37 ans, et elle a donné rendez-vous au bar de la station routière, après son travail. Son fils et sa fille arrivent juste de Lérida, la capitale de la province, près de la frontière avec l'Aragon. Au-dessus de leurs têtes, on aperçoit la splendide église fortifiée de Balaguer, ville de 17 000 habitants où demeure la famille.

Pourquoi si loin, l'école ? Parce qu'à Balaguer « ce n'était plus possible », répond la mère. Les enfants se chamaillent, elle penche la tête vers son Coca, l'air las. A vrai dire, explique-t-elle en repoussant ses longs cheveux bruns, elle-même voudrait bien quitter cet endroit. Seulement, il y a l'hypothèque sur la maison et puis son travail, celui de son mari. Ana a beau être « bagarreuse », comme dit d'elle son amie Maria, la vie est devenue très difficile depuis 2015. Cette année-là, elle a rejoint, sans le savoir, une petite armée : celle des parents qui réclament pour leurs enfants un peu plus d'enseignement en castillan, la langue nationale de l'Espagne (beaucoup de Catalans disent d'ailleurs « l'espagnol »).

Un peu par hasard, et sans imaginer qu'elle le payerait si cher, elle s'est lancée dans une guerre qui déchire la Catalogne. Car c'est dans l'enseignement que se joue l'essentiel du combat des catalanistes pour l'idiome, flambeau de leur identité. L'implantation de la langue connaît des fortunes diverses dans de nombreux domaines, notamment en matière de justice (seuls 8 % des jugements sont rendus en catalan), mais à l'école, elle a parfaitement fonctionné, quels que soient les types d'établissements, publics ou privés. Environ 1,3 million d'élèves sont concernés, primaire et secondaire confondus. Reste que cette réussite s'est faite au prix d'une rigidité insupportable pour de nombreux parents d'élèves, et bien au-delà.

DOXA CATALANISTE

Autant dire qu'Ana Moreno a mis le feu aux poudres, sur un sujet aussi inflammable qu'une forêt en été. Tout a commencé quand elle s'est rendu compte que, à l'école publique Gaspar de Portola, où elle avait inscrit son fils de 6 ans, la bibliothèque ne proposait que des

livres en catalan aux enfants de son âge. Pas un seul en castillan. Plus grave encore, selon elle, les manuels de castillan n'étaient que des audiolivres. Normal, lui a expliqué la directrice adjointe, c'est comme ça : le catalan est la langue parlée dans toutes les écoles de la communauté autonome, le castillan ne faisant l'objet que d'environ deux heures de cours par semaine en primaire, trois au collège et deux au lycée – moins que l'anglais, la plupart du temps. En maternelle, rien. Officiellement, le bilinguisme règne en Catalogne, mais depuis la loi de 1983 sur la normalisation linguistique, renforcée par un programme dit « d'immersion » en 1998, le catalan est devenu la principale langue d'enseignement. « Ne vous inquiétez pas, lui a assuré la directrice adjointe, le catalan, c'est le tronc, et le castillan, les branches : votre garçon parlera parfaitement les deux à la fin de sa scolarité. »

Pourtant si, Ana s'est inquiétée. Mariée à un Catalan « de toujours », elle vient de Grenade, en Andalousie, et sa langue maternelle à elle, c'est le castillan. Déjà, elle s'était émue qu'on demande aux petits de parler uniquement le catalan dans les couloirs, à la cantine ou en récré. « S'ils s'adressaient à un adulte en castillan, on leur répondait : "Quoi ? Je ne te comprends pas." » Mais qu'en plus, ils soient privés de livres, ça non. « Je ne me le serais pas pardonné. » Sur les conseils d'une des trois principales associations de défense du bilinguisme, l'Assemblée pour une école bilingue, elle a frappé à toutes les portes : inspection de l'éducation nationale de la province, ministère de l'éducation de la Généralité, l'exécutif catalan. Chaque fois, elle a fait chou blanc.

De fil en aiguille, Ana Moreno a fini par devenir querelleuse. Ce n'est plus des livres qu'elle réclamait, mais la moitié des cours en castillan. Pour cela, elle a présenté un recours devant le tribunal supérieur de justice de Catalogne, qui lui a accordé satisfaction en mai 2015, quoique en partie seulement. A compter de septembre, l'école devrait assurer 25 % des cours en castillan. Une victoire ? Oui, mais en trompe-l'œil. Très vite, des parents d'élèves hostiles à sa démarche se sont mobilisés. « Ils avaient fait imprimer des t-shirts "Pour le catalan à l'école", que tout le monde devait porter à la sortie de l'établissement », rapporte Ana Moreno. Les journaux nationalistes locaux, les blogs, les réseaux sociaux se sont enflammés. Le directeur de l'établissement s'est plaint à la télévision

locale qu'on l'obligeait à revenir sur le projet linguistique de l'école, contre l'avis de la majorité. Un émissaire de la mairie s'est même présenté chez Ana pour essayer de la faire changer d'avis, sur le thème « Pensez à vos

enfants, pensez à votre travail ».

« Par le fil WhatsApp des parents, je recevais des mots d'insultes, se souvient-elle. On m'accusait d'être manipulée, payée par Madrid. Puis tout le monde s'est retiré du groupe, et je me suis retrouvée seule. » L'un des messages disait : « La famille qui veut imposer l'espagnol se cache, mais le monde est petit. » Une menace à peine voilée, puisque Ana était alors propriétaire d'un jardin d'enfants baptisé Le Petit Monde. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, les jeunes Balaguéris qui venaient chez elle pour des anniversaires ont tourné les talons. Faute de clientèle, Ana Moreno a fini par vendre son affaire et par enlever son fils et sa fille de l'école.

Depuis, reconnaît-elle en montrant une vidéo de son intervention devant le Parlement de Bruxelles pour raconter son histoire, elle est devenue « un peu activiste ». Ils ne sont pas des milliers, mais leur nombre augmente, affirme Ana Losada, porte-parole de l'association Société civile catalane, opposée à l'indépendance. En 2017, explique-t-elle, l'Assemblée pour une école bilingue a enregistré 100 recours en justice, dont 60 ont déjà abouti à une reconnaissance des droits des demandeurs. Ceux qui décident de mettre en cause la doxa catalaniste rencontrent presque tous, à des degrés divers, le même genre d'opposition qu'Ana. Beaucoup se font traiter, à un moment ou à un autre, de « fachas », l'abréviation pour « fascistes ».

Du coup, certains deviennent des militants, arguments chiffrés et vidéos à l'appui. Agustin Fernandez, un habitant de Mataro, à 30 km de Barcelone, a obtenu les fameux 25 %, au terme d'une bagarre fiévreuse. Il montre deux petits films. Sur l'un, on voit son fils de 10 ans rentrer en pleurant de l'école. « Ils lui disaient : "Tu te pousse, ou il faut qu'on te le dise en espagnol ?" », affirme le père. Sur l'autre, un impressionnant rassemblement de protestation devant l'établissement scolaire, bannières catalanes au vent. Surtout, Agustin devance les réponses de ses adversaires : « Vous verrez, prédit-il, ils vous expliqueront qu'ils ont tout fait pour arranger les choses et qu'ils ne peuvent pas surveiller ce que se disent les enfants entre eux. »

Gagné ! A l'école Pia Santa Ana de Mataro, un très joli établissement catholique sous contrat en centre-ville de Mataro, le directeur adjoint tient un discours apaisant : « Tout a été fait pour que la décision de justice soit appliquée dans le calme. Il a été choisi que les cours de maths seraient en castillan, et nous l'avons expliqué en classe. Alors, si des enfants se sont montrés agressifs en récréation, eh bien, nous ne pouvons être tout le

temps derrière leur dos.»

«LAVAGE DE CERVEAU»

Pour lui, comme pour tous les défenseurs de l'enseignement en catalan, cette langue est minoritaire, donc «faible», et doit être protégée. Le castillan, souligne-t-il, est plus parlé que le catalan à l'extérieur de l'école, 80 % des chaînes de télévision diffusent cette langue, elle a moins besoin de soutien. De plus, affirme Ester Franquesa, directrice de la politique linguistique de la province autonome, la loi de normalisation linguistique a été approuvée par la majorité des partis. «Nous avons été clairs.» L'objectif était d'œuvrer en faveur de la «cohésion», remarque-t-elle encore. Ne pas faire comme les Basques, avec leurs trois types d'écoles, selon les régimes linguistiques (basque, bilingue, castillan). «Nous n'avons rien contre le castillan, mais nous voulons construire une seule société.»

Entre les lignes surgit la peur de la dilution. La forte immigration, en provenance d'Amérique du Sud ou des autres parties de l'Espagne, mais aussi du reste du monde, ne risque-t-elle pas d'affaiblir le catalan? «No-

tre composition démographique a beaucoup changé, indique Ester Franquesa. Nous devons travailler intensément, même si nous voulons rester une société ouverte et mixte.» Derrière les peurs des catalanistes, il y a aussi l'histoire. Le franquisme, qui avait interdit le catalan dans tous les lieux publics, n'est jamais très loin dans les mémoires. «La langue a été un élément central dans la résistance à la dictature», note Josep Ramoneda, philosophe et ancien directeur du centre de culture contemporaine de Barcelone. Depuis très longtemps, vue de Madrid, cette spécificité catalane est perçue comme une menace pour l'unité du pays.»

Enfin, les défenseurs de l'enseignement en catalan soupçonnent leurs adversaires d'avoir des mobiles purement politiques. «Cette question est une arme entre les mains de ceux qui veulent détruire le catalan», estime Miquel Strubell, l'un des fondateurs de l'ANC, une organisation pour l'indépendance de la Catalogne née en 2011. Face à cette accusation, Agustín Fernández hausse les épaules. Pour avoir gain de cause, il n'a pas écouté ses enfants, qui le suppliaient

d'arrêter, ni sa femme, qui se tordait les mains d'angoisse. Encore avait-il les moyens d'inscrire ses fils dans un autre collège, éloigné de leur domicile mais trilingue celui-là, qui lui coûte quand même 20 000 euros par an. Mais la grande majorité des parents n'ont ni les moyens ni la patience d'affronter ceux qu'ils surnomment en douce «les catalibans».

Bien sûr, ils s'indignent quand les réunions pédagogiques se tiennent entièrement en catalan, sans tenir compte des parents étrangers. Ou quand des listes circulent, le lendemain du référendum du 1^{er} octobre, pour savoir quels parents sont allés voter. Mais ils restent silencieux, ou s'ils protestent contre ce qu'ils appellent un «lavage de cerveau», demandent qu'on ne donne surtout ni leur nom ni celui de l'établissement. Pourtant, il arrive qu'ils en aient gros sur le cœur. Cette Madrilène, par exemple, dont le fils de 10 ans a récemment dit en classe qu'il était à moitié catalan (son père) et à moitié castillan. La petite fille assise à côté de lui a aussitôt fait semblant de vomir. Pas de quoi rendre des enfants souriants, c'est sûr. ■

RAPHAËLE RÉROLLE

**LE FRANQUISME,
QUI AVAIT INTERDIT
LE CATALAN
DANS TOUS
LES LIEUX PUBLICS,
N'EST JAMAIS
TRÈS LOIN DANS
LES MÉMOIRES**